



IL FAUT CESSER IMMÉDIATEMENT LE CARNAGE EN PALESTINE

Au moment où se tient le 11e congrès de l'Union communiste libertaire, la Palestine est toujours en proie à une tuerie de masse, sans précédent dans l'histoire du conflit israélo-palestinien. L'UCL exige l'arrêt des bombardements, la fin de l'apartheid, du colonialisme, et le respect des droits du peuple palestinien.

Le 7 octobre, 1 400 personnes, hommes, femmes, enfants, essentiellement juifs et juives mais aussi arabes ou immigré·es asiatiques ont été assassiné·es indistinctement. Ces atrocités ont sidéré Israël et ont choqué le reste du monde. Pourtant, cette explosion de vengeance aveugle n'a rien eu d'une surprise pour quiconque avait conscience des conditions de vie infernales dans la bande de Gaza, des sommets de frustration, d'exaspération et de ressentiment accumulés depuis des générations.

Les racines du 7 octobre

Depuis plus d'un siècle, le peuple palestinien a subi la spoliation, l'exil, l'occupation, le colonialisme. Depuis 2007, la bande de Gaza a été transformée en prison, voire en tombeau à ciel ouvert, d'où tout espoir a disparu.



Le 7 octobre 2023, des milliers de Palestiniens ont franchi le Mur dans le cadre d'une opération militaire menée conjointement par le Hamas, le Jihad islamique, le FPLP et le FDLP. Ce serait donc se tromper que d'expliquer l'attaque du 7 octobre uniquement par le fanatisme religieux du Hamas. Même si l'armée israélienne atteignait son objectif de « détruire le Hamas », une nouvelle résistance ressurgirait, engendrée par la révolte et le désespoir de tout un peuple.

Un « risque grave de génocide »

C'est la raison pour laquelle les représailles sanguinaires d'Israël n'aboutiront nulle part. Il s'agit d'une punition collective dont la cruauté soulève l'indignation. Le gouvernement israélien veut opérer un nettoyage ethnique. Mais l'Égypte refusant d'ouvrir sa frontière, Tel-Aviv a opté pour la destruction et le carnage : 10.000 personnes tuées en un mois, auxquelles il faut ajouter 120 personnes assassinées en Cisjordanie par des soldats ou des colons. Dans la bande de Gaza, la concentration de population emprisonnée, affamée et pilonnée est telle qu'un comité d'experts de l'ONU a alerté, le 2 novembre, sur un « risque grave de génocide ».

Les responsabilités internationales

Mais l'attaque du 7 octobre, c'est aussi le résultat d'un abandon de toutes parts de la cause palestinienne. Le sentiment que toute autre issue est bouchée. Le droit international et l'Onu sont impuissants depuis toujours. Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, dans une logique de « choc des civilisations » ont cessé de mimer l'impartialité, et se sont alignés de plus en plus ouvertement sur Israël. La plupart des États arabes, tout aussi criminels, ont choisi le business et la normalisation avec Tel-Aviv. Au sein même d'Israël, les pacifistes et anticolonialistes allié·es

de la Palestine ont perdu du terrain, tandis que l'extrême droite montait et accédait au pouvoir.

Au sein du mouvement de solidarité avec la Palestine, l'UCL :

- réclame un cessez-le-feu immédiat, la libération des centaines d'otages israélien·nes et des milliers de prisonnier·es palestinien·nes ;
- condamne toute instrumentalisation essentialisante du conflit et la violence qui en découle, et réaffirme la nécessité de lutter contre l'islamophobie et l'antisémitisme où qu'ils se trouvent ;
- dénonce la criminalisation du mouvement de solidarité avec la Palestine et l'interdiction des manifestations par le gouvernement français, exige l'abandon des poursuites contre le NPA pour « apologie du terrorisme » ;
- réaffirme son soutien à la résistance du peuple palestinien, aux anticolonialistes israélien·nes, et au droit au retour des réfugié·es ;
- appelle à s'engager dans la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions pour contraindre Israël à mettre fin à l'apartheid et à la colonisation ;
- appelle au blocage des livraisons d'armes à Israël , y compris par la grève ;
- réaffirme sa confiance dans une solution politique qui, fût-elle par étapes, ne pourra aboutir qu'à un pays unique, laïc, démocratique, c'est-à-dire fondé sur l'égalité des droits de toutes et tous ses habitant·es, qu'ils soient juifs ou juives, arabes ou autres. Sans cette alternative à l'ethno-nationalisme, la population israélienne restera majoritairement persuadée que sa seule perspective est une fuite en avant guerrière et coloniale au détriment du peuple palestinien.

Congrès de l'Union communiste libertaire, 5 novembre 2023



ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE MENSUEL DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

- Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire.
- Je m'abonne à *Alternative libertaire*. (30€/an, 20€ pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM PRÉNOM

TÉL. EMAIL

ADRESSE

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19